

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 MAI 1922.

Projet de loi relevant le droit de timbre établi sur les permis de port d'armes de chasse et de chasse au lévrier et instituant un permis de tenderie aux oiseaux ainsi qu'une taxe sur les établissements de canardières.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi n'est que la reproduction à peu près textuelle de celui déposé en séance du 13 mai 1921 et qui est devenu caduc par l'effet de la dernière dissolution des Chambres.

Deux nouveaux articles ont toutefois été introduits dans ce projet; l'article 3, qui impose le paiement du droit fraudé, en cas de poursuites pour défaut de permis de port d'armes; et l'article 5, qui institue une taxe de mille francs sur les établissements de canardières.

Le Gouvernement s'en réfère à l'exposé des motifs qui accompagnait son premier projet. (*Doc.*, n° 273. Chambre des Représentants, séance du 13 mai 1921.) Il croit toutefois utile d'y ajouter les considérations ci-après, en vue notamment de rencontrer les arguments du rapport de la Commission de la Section centrale qui a examiné le premier projet. (*Doc.*, n° 346. Chambre des Représentants, séance du 8 juin 1921.)

Le Gouvernement reste nettement partisan du permis unique à 200 francs, qui ne crée pas des distinctions de classe entre chasseurs et qui peut seul procurer au Trésor le supplément appréciable de ressources auquel vise le projet de loi.

Le Conseil supérieur de la Chasse, spécialement consulté à ce sujet, a formulé une opposition énergique et unanime à l'institution de deux espèces de permis. Il estime que la création du permis régional ou local créerait des inégalités flagrantes, des difficultés insurmontables de surveillance et des erreurs fatales qui énerveraient la répression et constitueraient une source intarissable de discussions et de conflits.

Les fédérations et sociétés de chasseurs ont, unanimement, exprimé le même avis.

Au surplus, le côté fiscal, le plus important en l'occurrence, serait sacrifié. Le pays a besoin de ressources. La valeur de l'argent a diminué. Le chasseur a du patriotisme et ce que l'on a appelé le courage fiscal.

La chasse est, pour presque tous les chasseurs, un plaisir de voisinage. On chasse habituellement sur ses terres et sur celles de ses voisins. Il en résulte que le nombre de permis généraux serait très restreint et que l'institution du permis régional ferait perdre au Trésor plus des trois quarts de la recette supplémentaire de 2 millions prévue par le relèvement général du permis au prix unique de 200 francs.

Par suite du morcellement des propriétés, beaucoup de chasseurs doivent se contenter de chasses de conténances réduites, situées parfois loin l'une de l'autre, soit comme propriété, soit comme location.

Chasser dans plusieurs cantons ou arrondissements, accepter l'invitation d'amis, n'est pas l'indice de la richesse du chasseur. On pourrait même supposer le contraire. Beaucoup de chasseurs, sans chasse à eux, des jeunes gens, des fonctionnaires en vacances, ne chassent que sur des terres ne leur appartenant pas et ne leur coûtant rien.

Ceux qui ne chassent pas souvent en dehors de chez eux et ceux qui ne vivent que d'invitations éparées, cesseraient de chasser au loin, et ce serait un déficit.

La proposition de la Section centrale d'augmenter le prix du permis général de 300 francs par garde chasse, lorsque le titulaire du permis a plus d'un garde assermenté à son service, n'est pas pratiquement réalisable vu notamment la facilité d'éluder son application. Tous les subterfuges qui peuvent être employés sautent aux yeux des intéressés et ceux qui ne pourraient pas y recourir supprimeraient les gardes assermentés.

Préoccupé du sort des petits chasseurs, on leur sacrifierait la corporation si importante des gardes qui, au péril de leur vie, veillent sur la propriété et sur une des sources de la richesse nationale.

Cette proposition de la Section centrale n'est pas logique.

L'article 2 du projet du Gouvernement constitue une mesure de courtoisie à l'égard des chasseurs étrangers invités par leurs parents ou amis en Belgique.

Les Belges résidant à l'étranger pourront aussi en profiter.

Il n'est pas possible d'aller au-delà et d'étendre la délivrance de licences aux nationaux résidant en Belgique. Ce serait mettre une arme de chasse entre les mains d'une masse de gens inexpérimentés et n'ayant aucun intérêt à la conservation du gibier ni au respect des limites des chasses. Il en résulterait des accidents nombreux, des infractions multiples, des plaintes unanimes de la part des vrais chasseurs et des propriétaires de récoltes. Il en résulterait aussi une destruction complète du gibier de plaine dès les premiers jours de l'ouverture.

Une telle mesure ne peut être envisagée.

*
* * *

L'article 3 dispose que celui qui a été trouvé chassant sans permis, sera

condamné non seulement à l'amende édictée par l'article 14 de la loi du 28 février 1882, mais à la restitution au Trésor du droit éludé par le fait de l'infraction. Cette disposition se justifie d'elle-même. C'est une règle en matière d'impôt que celui qui a contrevenu à la loi est tenu au paiement d'une amende et doit, en outre, acquitter l'impôt qu'il a éludé.

L'article 4 maintient la proposition d'établir une taxe sur la tenderie aux grives et la tenderie au filet.

Aucune raison plausible ne paraît pouvoir être invoqué pour justifier l'exemption de la taxe en faveur de la tenderie aux grives, alors que l'on trouve rationnel d'imposer les tendeurs aux oiseaux à l'aide de filets. La tenderie aux grives n'est en réalité, qu'un mode de chasse souvent très rémunérateur.

Au surplus, il n'y a aucune difficulté pratique, pour les agents de surveillance, à compter le nombre de lacets que comporte une tenderie aux grives.

Délibérant sur les taxes de tenderie, le Conseil supérieur de la chasse a estimé :

1° Que la tenderie aux grives doit être frappée; et, quand d'après le nombre de lacets, elle constitue une exploitation, la taxe doit être doublée;

2° Que les taxes proposées par le projet de loi de 1921, pour les tenderies aux petits oiseaux à l'aide de filets, paraissent logiques et normales.

A ce sujet, il faut noter que le Gouvernement peut, en application de l'article 31 de la loi sur la chasse, réglementer et restreindre la tenderie aux oiseaux dans les limites qu'il juge compatibles avec une protection rationnelle des oiseaux insectivores.

Pas n'est besoin de recourir à des mesures fiscales prohibitives, de bousculer des coutumes ancrées dans les mœurs de certaines régions et de provoquer des protestations justifiées de la part des nombreuses sociétés et fédérations ornithologiques.

La taxe doit avoir uniquement pour but, aussi bien pour la tenderie aux grives que pour celle aux ortolans, alouettes, béguinettes, etc... de procurer au Trésor une recette appréciable et justifiée, tout en permettant une meilleure surveillance des tendeurs et une élimination des fraudeurs.

Les taxes modérées proposées dans le projet de loi de 1921 n'ont soulevé aucune protestation de la part des intéressés, ni des fédérations qui les représentent.

*
* * *

Dans son rapport sur le projet de loi déposé en 1921, la Section centrale proposait la suppression des canardières.

Le Conseil supérieur de la chasse estime, au contraire, qu'il ne peut être question de les supprimer parce qu'elles constituent un droit acquis et qu'elles ont une valeur quasi-immobilière.

Il convient en outre d'observer que l'article premier de la loi sur la chasse donne au Gouvernement le pouvoir de fixer chaque année les époques de l'ouverture et de la fermeture des différents modes de chasse aux différents gibiers.

Le Gouvernement a donc toute liberté pour restreindre la période de fonc-

tionnement de canardières, dans la mesure qu'il juge la plus utile aux intérêts de la chasse.

Le Congrès international de la chasse, tenu à Paris en 1907, a émis le vœu « qu'une proposition soit soumise aux puissances intéressées tendant à ce que la création d'aucun nouvel établissement ne soit autorisée et à ce que, pour la suppression des établissements existants, il soit procédé par voie d'extinction, étant entendu qu'ils ne pourraient être autorisés à reporter leur exploitation sur un autre terrain ».

Le Congrès de la chasse tenu à Anvers, la même année, a proposé subsidiairement de frapper d'imposition les établissements existants.

Ces considérations ont motivé la proposition de taxe qui fait l'objet de l'article 5.

Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,

B^{on} RUZETTE.

Le Ministre des Finances,

G. THEUNIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 MEI 1922.

Ontwerp van wet tot verhooging van het zegelrecht gesteld op de verlofbrieven tot het dragen van wapens en waarbij een verlofbrief tot het vogelvangen met netten ingevoerd, alsook een taxe op de eendenkooien met netten.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet is bijna de letterlijke herhaling van het ontwerp, ingediend ter zitting van 13 Mei 1921 en dat vervallen is tengevolge van de laatste ontbinding der kamers.

Twee nieuwe artikelen werden nochtans in dit ontwerp gelascht : het artikel 3, dat de betaling oplegt van het ontdoken recht, in geval van vervolgingen voor gebrek van een wapenvergunning, en het artikel 5 dat een taxe instelt van duizend frank op de inrichtingen van eendenkooien.

De Regeering houdt zich aan de Memorie van toelichting, die bij haar eerste ontwerp gevoegd was. (Document n° 273. — Kamer van Volksvertegenwoordigers. — Zitting van 13 Mei 1921.) Toch acht zij het nuttig er de volgende beschouwingen aan toe te voegen, vooral met het oog op de argumenten van het verslag van de commissie der Middenafdeeling, die het eerste ontwerp heeft onderzocht. (Document nummer 346. — Kamer van Volksvertegenwoordigers — Zitting van 8 Juni 1921).

De Regeering blijft beslist voor de eenige vergunning tegen 200 frank, die geen klassenonderscheid bij de jagers teweegbrengt en die alleen aan de Schatkist de merklijke verhooging van geldmiddelen kan verschaffen, die het ontwerp van wet nastreeft.

De Hoogere jachtraad, in 't bijzonder hierover geraadpleegd, heeft zich krachtadig en eenparig gekant tegen de instelling van twee soorten van vergunningen.

Hij is van meening dat de gewestelijke of plaatselijke vergunning aanleiding zou geven tot in 't oog springende ongelijkheden, onoverkomelijke moeilijkheden van bewaking en noodlottige missingen, die de beteugeling zouden belemmeren en een aanhoudende bron zijn van twisten en geschillen.

De bonden en maatschappijen van jagers hebben eenparig dezelfde meening uitgedrukt.

Bovendien zou de fiskale zijde, de belangrijkste der zaak, worden prijsgegeven. Het land heeft geldmiddelen noodig. De waarde van het geld is verminderd. De jager heeft vaderlandsliefde en, als het zoo mag genoemd worden, fiskalen moed.

De jacht is, voor bijna al de jagers, een genot dat zij zoeken in de buurt. Men jaagt gewoonlijk op zijne gronden of op die zijner geburen. Daaruit volgt dat het aantal algemeene vergunningen zeer beperkt zou zijn en dat de gewestelijke vergunning aan de Schatkist meer dan de drie vierden zou doen verliezen van de bijkomende ontvangst van 2 millioen, voorzien door de algemeene verhooging der vergunning op den eenigen prijs van 200 frank.

Tengevolge van de verbrokkeling der eigendommen moeten veel jagers zich tevreden stellen met kleine jachten, soms ver van elkander gelegen, hetzij eigendom hetzij gepacht.

In verschillende kantons of arrondissementen jagen, de uitnoodiging van vrienden aanvaarden, is geen bewijs dat de jager rijk is. Men zou zelfs het tegendeel kunnen veronderstellen. Veel jagers, zonder eigen jacht, jonge lui, ambtenaars op verlof, jagen enkel op gronden die hun niet toebehooren en hun niets kosten.

Zij die niet dikwijls buiten hunne streek jagen en zij die slechts nu en dan een uitnoodiging krijgen, zouden niet meer gaan jagen elders, en het zoo een deficit teweegbrengen.

Het voorstel van de Middenafdeeling om den prijs van de algemeene vergunning te verhoogen met 300 frank per jachtwachter, wanneer de titularis van de vergunning meer dan één beëdigden wachter in zijn dienst heeft, is practisch niet uitvoerbaar, vermits het gemakkelijk zou zijn de toepassing ervan te ontwijken. Al de uitvluchten, die kunnen gebruikt worden, springen in 't oog der belanghebbenden, en degenen die ze niet zouden kunnen aanwenden, zouden de beëdigde wachters afschaffen.

Bekommerd met het lot der kleine jagers, zou men het zoo belangrijke gild der wachters prijsgeven die de eigendommen en eene der bronnen van s' Lands rijkdom bewaken.

Dit voorstel van de Middenafdeeling is niet logisch.

Artikel 2 van het ontwerp der Regeering is een maatregel van hoffelijkheid ten opzichte der vreemde jagers, door hunne bloedverwanten of vrienden in België uitgenoodigd.

De Belgen, die in den vreemde wonen, zullen er ook gebruik kunnen van maken.

Het is niet mogelijk verder te gaan en het afleveren van vergunningen aan de landgenooten die in België wonen, uit te breiden. Want dan zou men een jachtwapen in de hand geven van tal van menschen zonder ondervinding en die geen belang hebben bij het behoud van het wild noch in de eerbiediging van de grenzen der jachten. Zulks zou aanleiding geven tot talrijke ongevallen, veelvuldige overtredingen, algemeene klachten van wege de echte jagers en de eigenaars der oogsten. Ook zou aldan het wild der vlakke, van in de eerste dagen der opening, volkomen verdwijnen.

Een dergelijk maatregel kan niet in aanmerking komen.

Artikel 3 bepaalt dat degene, die zonder verlof op jacht bevonden wordt, zal veroordeeld worden niet enkel tot de boete, voorgeschreven bij artikel 14 van de wet van 20 Februari 1882, maar tot de betaling aan de Schatkist van het recht, door de overtreding ontdoken. Deze bepaling is van zelf te rechtvaardigen. Het is een regel in zake belasting dat degene, die de wet overtreden heeft, een boete en bovendien de ontweken belasting moet betalen.

Artikel 4 behoudt het voorstel om een taxe vast te stellen op de lijstervangst en op de vangst met het net.

Geen enkele aannemelijke reden schijnt ingeroepen te kunnen worden om de vrijstelling der taxe te wettigen voor de lijstervangst, terwijl men redelijk vindt de belasting op te leggen aan de vogelvangers met netten. De lijstervangst is feitelijk slechts een wijze van jacht, die dikwijls zeer winstgevend is.

Bovendien is er geen enkele praktische moeilijkheid, voor de agenten der bewaking, om het aantal strikken van eene lijstervangst te tellen.

Bij de beraadslaging over de taxen op de vangst heeft de Hoogere Jachtraad gemeend :

1^o Dat de lijstervangst moet belast worden, en wanneer zij, volgens het aantal strikken, een exploitatie uitmaakt, moet de taxe verdubbeld worden ;

2^o Dat de taxen, voorgesteld door het ontwerp van wet van 1921, voor de vangst van kleine vogels met netten, redelijk en normaal schijnen.

In dit opzicht moet men opmerken dat de Regeering, in toepassing van artikel 31 van de jachtwet, de vogelvangst kan regelen en beperken, voor zoover zij het niet strijdig vindt met de doelmatige bescherming der insectenetende vogels.

Het is niet noodig fiskale verbodsmaatregelen te treffen, in te gaan tegen vastgeankerde gewoonten van sommige streken en gewettigde protesten uit te lokken van de talrijke ornithologische bonden en maatschappijen.

De taxe moet enkel ten doel hebben, zoowel voor de lijstervangst als voor die van ortolanen, leeuwerikken, graspiepers, enz..., aan de Schatkist eene gewettigde en merkelijke ontvangst te verschaffen en tevens de vangers beter te laten bewaken en de stroopers te doen verdwijnen.

De gematigde taxen, voorgesteld in het ontwerp van wet van 1921, hebben geen enkel protest uitgelokt van wege de belanghebbenden, noch van wege hunne bonden.

* .

In haar verslag over het ontwerp van wet, ingediend in 1921, stelde de Middenafdeeling de afschaffing voor van de eendenkooien.

De Hoogere Jachtraad is echter van meening dat er geen sprake van kan zijn ze af te schaffen, omdat ze een verworven recht uitmaken en als 't ware de waarde hebben van een onroerend goed.

Daarenboven dient opgemerkt, dat artikel 1 van de jachtwet aan de Regeering het recht geeft elk jaar het tijdstip vast te stellen voor de opening en de sluiting van de verschillende jachtwijzen op de verschillende wildsoorten.

De Regeering heeft dus alle vrijheid om het tijdvak te beperken van de werking van cendenkooien volgens zij nuttig oordeelt voor de belangen der jacht.

Het internationaal jachtcongres, gehouden in 1907 te Parijs, heeft den wensch geuit « dat een voorstel zou onderworpen worden aan de belanghebbende mogendheden, ertoe strekkende dat geen enkele nieuwe inrichting mag opgericht worden en dat de afschaffing der bestaande inrichtingen zou geschieden naarmate ze verdwijnen, in den zin dat zij niet mogen gemachtigd worden om hun bedrijf op een ander terrein over te brengen. »

Het jachtcongres, in hetzelfde jaar te Antwerpen gehouden, heeft bovendien gevraagd de bestaande inrichtingen te belasten.

Deze beschouwingen hebben aanleiding gegeven tot het voorstel van taxe, hetwelk het voorwerp uitmaakt van artikel 5.

De Minister van Landbouw en Openbare Werken,
B^{on} RUZETTE.

De Minister van Financiën,
G. THEUNIS.